

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article I-35

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article I-35: Les règlements délégués

1. Les lois et les lois-cadres européennes peuvent déléguer à la Commission le pouvoir d'édicter des règlements délégués ~~qui complètent ou~~ qui modifient certains éléments non essentiels de la loi ou la loi-cadre.

Les lois et les lois-cadres délimitent explicitement les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation. ~~Les éléments essentiels d'un domaine ne peuvent pas faire l'objet d'une délégation. Ils sont réservés à la loi ou à la loi-cadre.~~

2. Les lois et les lois-cadres déterminent explicitement les conditions d'application auxquelles la délégation est soumise. Ces conditions peuvent consister dans les possibilités suivantes :
 - **le Parlement européen ~~ou~~ et le Conseil, statuant selon la procédure applicable à la modification de la loi ou de la loi-cadre, sur proposition de l'une ou l'autre institution, peuvent décider de révoquer la délégation,**
 - **le règlement délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la loi ou la loi-cadre, le Parlement européen ou le Conseil n'expriment pas d'objections.**

Aux fins de l'alinéa précédent, le Parlement européen statue à la majorité des membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Explication éventuelle :

Paragraphe 1 : Lors des discussions concernant l'article relatif aux règlements délégués, les autorités françaises ont déposé de nombreux amendements. Le Præsidium n'en a repris aucun. Les autorités françaises souhaitent cependant réitérer leur demande concernant le champ d'application des actes délégués qui ne doit pas s'étendre au-delà de la modification d'actes

législatifs. En effet, ainsi que cela avait été souligné, il risque d'y avoir substitution entre les règlements délégués et les actes d'exécution, s'ils peuvent tous deux « compléter » les règles fixées par un acte législatif. Afin de maintenir la différence, qui est justifiée, la finalité des règlements délégués doit être de « modifier », alors que celle des actes d'exécution est de « compléter » les actes législatifs.

Paragraphe 2 : La modification demandée est indispensable car elle permet d'éviter une incohérence : en effet, comme les autorités françaises l'ont déjà souligné, si l'acte initial est adopté par le Conseil avec un avis consultatif simple du Parlement européen, il n'est pas logique que le Parlement européen puisse décider seul de révoquer la délégation.